



Déclaration intersyndicale lue en CSEC le 17 février

## Récompensons réellement l'implication sans faille des salariés français

Chez Michelin, en France, **2026 sera une année de disette salariale, encore plus grande que 2025** : les salariés Français ont reçu des augmentations minimalistes (0% pour les cadres et les collaborateurs et à peine 1% pour les agents).

Pourtant le 11 février, le Groupe Michelin a publié d'excellents résultats et, pour reprendre les termes de la presse « a rassuré les marchés financiers ».

Malgré des volumes et un chiffre d'affaires en baisse, les résultats financiers de 2025 restent parmi les plus hauts en historique (que ce soit le ROS ou le Free cash-flow). **Michelin reste une entreprise très saine.**

**L'engagement des collaborateurs dans le monde entier a été salué par notre président** : « *Nos équipes se sont mobilisées de façon exemplaire* ». Pour les remercier, le coefficient choisi par les gérants pour le calcul du bonus Groupe est seulement de 5% (sur une échelle de 0 à 15%), identique à l'année dernière, ce qui porte le bonus Groupe à 81%.

Dans ce contexte, **nos collègues français ne comprennent pas pourquoi ils sont victimes d'une telle politique de rigueur salariale.** Au quotidien, comme tous les autres salariés dans le monde, ils se battent pour obtenir les très bons résultats du Groupe. En outre, ils travaillent dans un climat anxiogène (fermeture d'usines en France, délocalisations à Varsovie et Bucarest, plusieurs centaines de salariés sans poste à Clermont, ...)

Pour les élus de la CFDT, de la CFE-CGC, de FO et de Sud, **en 2025 il faut réellement récompenser l'implication sans faille des salariés français.** Nous proposons aux Gérants une action sans impact financier supplémentaire pour le Groupe. Michelin a annoncé et provisionné le rachat de 2 milliards d'euros d'actions. **Nous demandons que chaque salarié Français reçoive 100 actions gratuites, en dehors de tout plan « bib actions », au moment de la remise de situation en 2026.**

Cette mesure serait une vraie reconnaissance de l'engagement des salariés en France, un renforcement de l'actionnariat salarié et accessoirement, éviterait à notre Groupe la dépense inutile de taxes sur les rachats d'actions, destinées à être brûlées.

**En responsabilité, tous les élus de la CFDT, de la CFE-CGC, de FO et de Sud demandent cette prime, qui permettrait au Groupe de gagner 5 millions d'euros de taxes, sans dépenser un euro de plus que ce qui est prévu et de booster le moral des salariés Français.**